

POUR UNE SOCIÉTÉ RÉELLEMENT INCLUSIVE : STOP À UNE INCLUSION SCOLAIRE DE FAÇADE !

L'inclusion ne peut pas se limiter à des paroles, une appellation administrative ou à un déplacement d'enfants d'une institution à une autre, quelle qu'elle soit (ESMS, écoles, MECS...).

L'inclusion ne commence pas à la porte de l'école. L'inclusion est nécessaire partout parce qu'elle est le fruit de siècles de mise au ban de personnes catégorisées comme non conformes à une société fondée sur une idéologie patriarcale, capitaliste et donc validiste, raciste, sexiste... Elle commence partout, chaque jour.

Quand on veut prendre le métro, on doit circuler dans les couloirs.

Quand on circule en ville, on doit trouver des trottoirs accessibles à toutes et tous.

Quand on cherche un logement, un emploi, des soins, une formation, on ne doit pas être écarté-e parce qu'on est jugé-e « différent-e » ou « non rentable ».

Une société qui inclut réellement tous·tes celles et ceux que notre monde capitaliste exclut : personnes en situation de handicap, personnes en grande précarité, personnes migrantes...

Une société inclusive, c'est une société organisée et adaptée aux besoins de toutes et tous, qui accueille, qui met tout en œuvre pour favoriser son accessibilité et non l'inverse.

L'inclusion c'est le devoir de permettre à toutes et tous d'accéder à ses droits.

Quand l'inclusion génère de l'exclusion

D'abord, les enfants et adolescents accompagné·es par des établissements sanitaires, sociaux et médicosociaux (ESMS) !

Soumis à une inclusion à marche forcée, les enfants et adolescent·es accompagné·es par des établissements sociaux et médico-sociaux arrivent dans des établissements scolaires en grande difficulté, non préparés et dépourvus de moyens malgré toute la bonne volonté des enseignant·es eux-mêmes démuni·es. Tous ces jeunes se retrouvent trop souvent dans des environnements hostiles, non pensés pour eux·elles ni avec eux·elles, contraint·es de se replier avec leur accompagnant·e éducatif·ve dans des espaces supposés « sécurisants ».

Nous sommes bien loin de l'idéal affiché de l'inclusion, nous sommes dans l'exclusion interne bien plus délétère et la stigmatisation.

Comment garantir la sécurité des jeunes dans un espace scolaire normatif où les élèves ne sont pas protégés des violences ?

Cette inclusion imposée fait déjà des ravages, au quotidien :

- Des rythmes de vie intenable, où les enfants doivent constamment s'adapter à de nouvelles injonctions institutionnelles peu malléables, et deviennent des variables d'ajustement du prix de journée.
- Des amplitudes horaires démesurées, des trajets interminables, avec des équipes éducatives réduites au strict minimum. Enfants et professionnel-les sont épuisé-es par des journées harassantes d'exigences d'adaptabilité.
- Une souffrance physique et psychique accrue : fatigue, stress, tensions, violences banalisées, dans un contexte où l'inclusion se résume trop souvent à une adaptation forcée à un système encore trop rigide et normatif.
- Des classes inadaptées en termes de locaux et d'accessibilités pour accueillir des élèves en situation de handicap, alléguant les élèves à des espaces informels de garderie.
- Des classes inadaptées en termes d'effectifs, d'aménagements et d'accompagnements pour accueillir les enfants avec des troubles aux conséquences multiples.
- Un système d'inclusion à deux vitesses auquel les plus « aptes intellectuellement » peuvent accéder tandis que les autres voient leurs camarades partir en journées inclusives.

Ensuite les équipes éducatives, soignantes et sociales, à bout de souffle !

Il est demandé aux équipes du secteur social et médico-social d'exécuter des missions toujours plus lourdes, dans un contexte de coupes budgétaires (SERAFIN-PH) qui place le financier au cœur des projets, au détriment de l'humain.

Après des années d'abandon du secteur, d'organisation de la pénurie de personnel et de moyens, les professionnel-les sont à bout. On leur impose :

- Des glissements de tâches servant à réduire les effectifs,
- La remise en cause permanente des projets éducatifs et thérapeutiques ce qui nuit à l'équilibre des enfants et adolescent-es accompagné-es,
- La quantification absurde de chaque acte du quotidien (toilette, repas, accompagnement),

- Une délocalisation des établissements en invisibilisant les personnes accueillies, rompant les liens avec le quartier, la commune, la ville : tout ce qui fait société.

Enfin, les familles et la société toute entière !

Le souhait de l'inclusion n'est pas que le combat des familles pour l'accompagnement de leur enfant et adulte en devenir mais bien une politique sociétale, qui doit considérer toute personne quelle que soit sa particularité comme un·e citoyen·ne à part entière avec les mêmes droits.

Car ce sont bien les enfants que nous accompagnons et leurs familles et, à terme, l'ensemble de la société, qui paient le prix de ces politiques destructrices.

L'inclusion : nous savons ce que c'est...

Contrairement aux discours technocratiques venus « d'en haut », l'inclusion n'est pas un concept nouveau pour les équipes éducatives et soignantes. Nous la pratiquons depuis des décennies.

Par des projets culturels, sportifs, de loisirs, de vie quotidienne, par la création d'espaces éducatifs et thérapeutiques structurants et sécurisants, nous permettons aux enfants de participer pleinement à la vie sociale.

L'inclusion, pour nous, c'est le vivre-ensemble, l'apprentissage par la vie quotidienne, le respect des rythmes et des besoins de chacun·e et elle ne peut se limiter à des pansements sur l'école, elle doit se penser dans un véritable projet de société.

Mais aujourd'hui, les coupes budgétaires et la logique gestionnaire nous ont privés de nos outils. Nos projets doivent être « économiquement viables » avant d'être humainement justes. Le sens même de notre travail est attaqué.

L'inclusion ne peut se réduire à une simple intégration scolaire, dans un système lui-même en crise, symptôme d'une société validiste et élitiste.

La défense d'un réel projet de société inclusive dépasse largement le cadre scolaire et doit s'inscrire dans l'ensemble de la vie sociale, avec des ressources, des apprentissages et des accompagnements adaptés.

SUD Santé Sociaux revendique :

- Des actes concrets, et non des discours de façade simplistes. L'inclusion nécessite que tous les partenaires gravitant autour du projet de l'enfant reconnaissent les missions propres à chacun et participent à construire ensemble le chemin vers une société inclusive.
- Une approche systémique et globale de l'accompagnement professionnel pour l'inclusion, prenant en compte le temps nécessaire pour la construction et la pérennisation du partenariat et du réseau.
- Des moyens d'accompagnement renforcés, à la hauteur des besoins réels des enfants accueillis en institutions sanitaires, sociales, médico-sociales et dans les établissements scolaires.
- Une politique sociale ambitieuse centrée sur l'humain.
- La fin des politiques de destruction massive de nos secteurs sous couvert de désinstitutionnalisation orchestrée par les financeurs et mises en place par les employeurs gestionnaires qui ont oublié leur militantisme d'antan.
- Ces politiques précarisent le travail, généralisent l'intérim, l'auto-entrepreneuriat, les entreprises lucratives, et détruisent les fondations d'un secteur construit par des familles militantes, des militant-es et des professionnel-les engagé-es.
- Une véritable politique de revalorisation du secteur : recrutements, formations, parcours professionnels, salaires dignes, reconnaissance de travail en équipe pluridisciplinaire.

L'“INCLUSION” actuelle, telle qu'elle est pensée et mise en œuvre, ne peut que générer de la violence INSTITUTIONNELLE. Luttons pour obtenir les moyens nécessaires pour une société réellement inclusive !

Paris, le 22 janvier 2026